

## Questions orales

## L'INDUSTRIE

LE CAS DES PETITES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION—LES  
MESURES D'AIDE ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

**M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné la baisse de la proportion que les affaires des petites entreprises de construction représentent dans l'ensemble, le ministre peut-il dire à la Chambre quelles mesures il compte prendre pour garantir la survie de ces nombreuses petites entreprises?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, le député comprendra certainement que je ne puisse donner une réponse générale à cette question pendant la période des questions, mais je lui signale de façon générale que nous prendrons certainement toutes les mesures possibles. J'en ai discuté avec les divers secteurs de l'industrie de la construction des moyens de coordonner nos activités avec celles du ministère des Affaires urbaines, par exemple. Néanmoins, je serai heureux d'avoir un entretien particulier avec le député à ce sujet ou de répondre à une question plus précise.

**M. Darling:** Monsieur l'Orateur, le ministre a-t-il consulté ses collègues des Travaux publics et des Affaires urbaines sur l'opportunité de coordonner les travaux de construction, fédéraux et municipaux, afin d'assurer à l'industrie un taux de croissance plus régulier?

**M. Jamieson:** Oui, monsieur l'Orateur. Le député saura sans doute que le récent rapport du Conseil économique comporte, entre autres, une recommandation générale en ce sens. Il faut toutefois souligner les contradictions dans les propos qu'on entend actuellement. Le monde des affaires, par exemple qui réclame d'importantes réductions des dépenses publiques, nous demande par ailleurs ce que nous allons faire pour stimuler la construction dans l'ensemble du pays.

\* \* \*

## LES GRAINS

## LA CONFIRMATION DES COMMANDES DE L'URSS

**M. Jack Murta (Lisgar):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Après la signature du marché pluriennal de fourniture de céréales intervenu entre les États-Unis et l'URSS, le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance que le Canada va demeurer un grand fournisseur de l'Union soviétique dans les années qui viennent? Peut-il nous dire si ce pays a pris un engagement ferme à cet égard avec la Commission canadienne du blé?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports):** Oui, monsieur l'Orateur. L'Union soviétique a confirmé à nouveau son intention de s'adresser d'abord au Canada pour ses approvisionnements en céréales, et de maintenir intactes les relations commerciales que nous entretenons de longue date, pour le bien des deux parties.

[M. Basford.]

**M. Murta:** Monsieur l'Orateur, j'aimerais savoir du ministre si on pense à signer un accord du même genre avec l'URSS ou d'autres États, en vue d'assurer à l'avenir un volume suffisant d'exportations de céréales vers nos pays clients?

**M. Lang:** Monsieur l'Orateur, la Commission canadienne du blé souhaite toujours négocier des accords à long terme. Elle y procède en temps opportun avec divers États, et, en fait, elle en a conclu quelques-uns. La question a été soulevée entre l'Union soviétique et le Canada au cours de récents entretiens entre la Commission canadienne du blé et Exportkleb, qui ont convenu que nous avions actuellement des engagements fermes et de longue durée préférables à un accord officiel spécifique.

● (1140)

\* \* \*

## L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

L'OPPORTUNITÉ D'UNE ANALYSE DE LA STRUCTURE ET DES  
DÉPENSES POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE

**M. J. Robert Howie (York-Sunbury):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Puisque le président du Conseil du Trésor et tous les comités de la Chambre se sont efforcés de découvrir les secteurs où nous pouvions réduire les dépenses et qu'il semble nécessaire de réduire plusieurs autres articles du budget, le ministre envisage-t-il de mener une vaste étude de la structure fondamentale du gouvernement et de ses dépenses, une étude comme celle qu'a menée la Commission Glassco en vue d'accroître l'efficacité du gouvernement tout en réalisant des économies?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, c'est une suggestion constructive. Je me ferai un plaisir de l'étudier plus avant et d'en discuter avec mes collègues.

\* \* \*

## LA DÉFENSE NATIONALE

LA TRADUCTION EN FRANÇAIS DE LA DOCUMENTATION  
TECHNIQUE—LE CAS DES DOCUMENTS PÉRIMÉS ET LES  
ÉCONOMIES POSSIBLES

**M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Selon certains rapports, le ministère de la Défense nationale dépense 250 millions de dollars pour traduire en français des documents techniques alors que 50 p. 100 du travail pourrait être supprimé si l'on décidait de ne rien traduire qui puisse être périmé dans cinq ans. Le ministre va-t-il faire arrêter la traduction des documents qui seront bientôt périmés au ministère de la Défense nationale?

**L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, les documents techniques vont être traduits, mais on commencera par les plus indispensables. Nous allons étudier tous les documents pour voir s'il faut les traduire ou non, y compris ceux qui pourraient être périmés dans cinq ans.